

La structure tarifaire des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité "TURPE 7"
Contribution de NW
Novembre 2024

Introduction

NW est un développeur et opérateur de stockage réparti, dont les unités, standardisées, sont raccordées au réseau de distribution. NW disposera à fin 2025 de plus de 800 MW de capacité, dont environ 500 MW déjà installés.

De façon générale, NW soutient la démarche de la CRE visant à faire évoluer la structure du TURPE dans le sens d'une cohérence toujours plus aboutie avec la réalité des coûts générés par les utilisateurs (et supportés par les gestionnaires de réseaux de distribution).

NW estime ainsi que les trois principaux sujets portés à la consultation concourent à cet objectif. NW appuie en particulier les principes suivants :

- Mise en place, pour les opérateurs de stockage (qui, par nature, à la différence des autres utilisateurs disposent d'une souplesse dans le lieu d'implantation et l'usage de leurs actifs), d'une option tarifaire qui les incite à minimiser les contraintes qu'ils font subir au réseau, en soutirage ou en injection selon la nature des contraintes effectivement constatées
- Prise en compte de contraintes locales dans la tarification de l'utilisation des réseaux, afin de donner les signaux tarifaires conduisant à éviter des renforcements coûteux s'ils ne sont pas strictement nécessaires. Il est en particulier bienvenu de reconnaître qu'il existe un coût associé à l'injection sur le réseau
- Renforcement de la différenciation, selon les saisons et les poches de raccordement, des plages heures creuses - heures pleines

Afin que ces principes puissent atteindre les objectifs qu'ils visent, NW estime que certaines dispositions méritent d'être précisées ou étoffées, en particulier sur les points suivants :

- Mise en cohérence de la méthodologie de détermination des poches d'injection et de soutirage (au sens du TURPE) avec les contraintes physiques rencontrées par les acteurs lors du raccordement des projets : les freins aux demandes de raccordement s'expliquent presque toujours du fait de l'absence de capacité d'injection ; pourtant, les poches d'injection pourraient ne représenter que 10 % des poches du territoire selon la méthodologie présentée par la CRE dans sa concertation.
Une piste de réflexion pourrait être de déterminer les poches d'injection et de soutirage selon une méthodologie s'inspirant de celle utilisée par les gestionnaires de réseaux pour évaluer la faisabilité d'un raccordement sans renforcement.
- Application du tarif stockage à au moins 20% des poches du territoire, et augmentation des zones d'application du tarif chaque année.
- Pour la tarification injection / soutirage, s'agissant des poches soutirage, la modulation tarifaire envisagée est faible, et n'aura sans doute qu'un impact limité. NW appuie la proposition de la CRE de renforcer l'incitation à injecter dans les poches de soutirage, mais déplore que soit envisagée une baisse de l'écart entre les coefficients injection et soutirage des poches d'injection par rapport à la consultation de janvier dernier.
- Pour la tarification injection / soutirage également, s'agissant cette fois-ci des poches injection, les plages d'injection consécutives pourraient être ramenées à 2 h, en cohérence avec la durée des plages des poches soutirage. Afin de conserver le caractère incitatif, le nombre de jours concernés pourrait être en conséquence dupliqué, ce qui aboutirait globalement au même nombre d'heures de pointes sur une année, conformément au cadre général de la concertation.
- La part puissance du TURPE (par rapport à la part énergie) pourrait être substantiellement revue à la hausse afin de refléter la dimension essentiellement capacitaire du réseau. Symétriquement, la part énergie devrait tendre vers zéro aux heures où le réseau ne subit pas de contraintes (heures creuses ou heures pleines d'été).
- L'énergie utilisée pour calculer le TURPE pourrait être nette de l'énergie de réglage des services systèmes ou du mécanisme d'ajustement des installations, dans la mesure où ces activations sont pilotées automatiquement par des signaux construits ou envoyés par les gestionnaires de réseaux.
-

En complément, NW s'interroge sur la cohérence des propositions figurant dans le TURPE avec l'exonération partielle consentie à certains utilisateurs raccordés en HTB. Laisser la liberté à ces utilisateurs de souscrire l'option « injection / soutirage » serait problématique, puisque cela conduirait à ce que des actifs participant dans les mêmes conditions aux mêmes services doivent acquitter des coûts différents. A défaut de revenir sur cette exonération, ce qui nécessite une initiative parlementaire ou gouvernementale et n'est donc pas l'objet du TURPE, NW recommande a minima que la possibilité d'exonération soit exclusive du bénéfice de l'option « injection / soutirage ».

Les actifs de stockage, qui concourent à la sécurité d'approvisionnement du réseau français, participent à différents marchés européens (PICASSO, TERRE, MARI, FCR). Dans une logique de souveraineté industrielle, il est important que les tarifs d'utilisation des réseaux français soient aussi compétitifs que ceux proposés par les autres régulateurs européens. Toute disposition complémentaire permettant de sécuriser cet objectif sera vertueuse. A défaut, le risque est grand de voir la flexibilité se développer dans d'autres géographies, au détriment du système électrique français et de sa sécurité d'approvisionnement.

Question 1 : Quels enjeux vous semblent les plus prioritaires pour la régulation incitative d'Enedis pour le TURPE 7 HTA-BT ?

NW soutient la CRE dans la mise en place de tarifs reflétant les coûts réels du réseau.

En ce sens, NW priorise les enjeux de changement des heures pleines/heures creuses et l'introduction du TURPE stockage pour inciter les acteurs à aller dans le sens inverses des contraintes.

Question 3 : Considérez-vous, comme la CRE, qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour le TURPE ?

NW ne se positionne pas sur la durée de 4 ans, cependant considère que l'expérimentation du tarif stockage ne doit pas attendre la mise en place du TURPE 8 mais doit faire l'objet d'un retour d'expérience avant la fin du TURPE 7. Pour avoir un retour sur expérience plus complet, NW recommande d'étendre le tarif stockage à l'ensemble du territoire.

Question 14 : Êtes-vous favorable au retrait des producteurs BT ≤ 36 kVA du périmètre incité de l'indicateur de remise de la proposition de raccordement et à leur suivi sans incitation ?

NW est favorable au retrait des producteurs BT ≤ 36 kVA du périmètre incité, afin de concentrer les bénéfices de cette mesure sur les affaires les plus complexes qui nous semble être l'objet d'un tel dispositif

Question 15 : Êtes-vous favorable aux niveaux d'objectifs proposés par la CRE pour le respect de l'envoi de la proposition de raccordement pour les différents niveaux de tension à savoir, de 95 % à 98 % pour le segment BT ≤ 36 kVA et de 91 % à 94 % pour le segment BT > 36 kVA, collectifs en BT et HTA ?

NW est favorable à la revue à la hausse des objectifs concernant le segment HTA et pense que celui-ci devrait être maintenu voire renforcé.

Le maintien de ces objectifs permettrait de garantir des délais de raccordement raisonnables pour les projets en HTA, ce qui est essentiel pour répondre aux besoins croissants des producteurs et stockeurs.

Le nombre de demande de raccordement étant amené à augmenter, une revue de ces objectifs amènerait à une stabilisation en valeur absolue des cas de retard dans la remise des propositions de raccordement.

De plus, nous pensons que les chantiers entrepris pour optimiser les process devraient réduire significativement les retards. Il reste selon nous à identifier les solutions aux études d'insertion HTB en retard.

Question 16 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un suivi sans incitation du délai moyen (en jours) de remise des 5 % des PTF les plus longues ?

Nous sommes favorables à un suivi spécifique avec incitation aux 5% des PTF les plus longues.

Également dans un contexte d'augmentation des retards pour les raccordements HTA, NW pense que l'incitation devrait se faire sur le retard moyen de remise des propositions de raccordement plutôt que sur la proportion des affaires remises dans les délais. (i.e prendre en compte le nombre de jours cumulé de retard sur la totalité des affaires)

Question 17 : Êtes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE, dont l'intégration des dérivations individuelles dans la catégorie des raccordements individuels en soutirage BT ≤ 36 kVA sans extension du réseau ? Êtes-vous favorable à la trajectoire d'objectifs proposée par la CRE pour le TURPE 7 ?

NW n'est pas concerné par ce type de raccordement.

Question 18 : Êtes-vous favorable à la suppression de la catégorie « Ajout injection sur branchement BT \leq 36 kVA » et au suivi sans incitation des affaires nécessitant des travaux ?

NW n'est pas concerné par ce type de raccordement.

Question 21 : Considérez-vous pertinent de mettre en place une incitation pour les raccordements provisoires ?

Non, il ne nous semble pas pertinent de mettre en place une incitation supplémentaire pour les raccordements provisoires.

Question 22 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un système automatique pour le versement des indemnités en cas de retard de mise à disposition du raccordement ?

Non, la priorité nous semble être sur la mise en place du mécanisme d'incitation sur les délais de rendu de PTF

Question 23 : Êtes-vous favorable à la régulation incitative envisagée par la CRE concernant la capacité de postes sources à créer en priorité, dans le cadre des S3REnR ?

Oui, la mise en place d'un système incitatif pour les raccordements dans les S3REnR nous semble pertinente et nécessaire. La création rapide de capacités de raccordement, en particulier des postes sources prioritaires, est cruciale pour soutenir le développement des énergies renouvelables mais également pour permettre aux autres producteurs et stockeurs de se raccorder sur les capacités restantes de ces PS. Le mécanisme incitatif proposé par la CRE, avec des bonus pour les réalisations supérieures aux objectifs et des malus en cas de retard, est une approche équilibrée qui encourage RTE et Enedis à respecter les délais et à accélérer la création des infrastructures nécessaires.

Cette incitation permettrait de réduire les délais de raccordement mais également de permettre aux producteurs d'avoir une meilleure visibilité sur les évolutions du réseau.

De plus, le système de partage de l'incitation entre RTE et Enedis garantirait une responsabilisation partagée, stimulant ainsi une action concertée pour lever les contraintes techniques et accélérer la mise en service des infrastructures.

Question 24 : Identifiez-vous d'autres données à intégrer au rapport annuel sur le raccordement à publier par les gestionnaires de réseau ?

Catégorisation des demandes :

Distinguer les demandes selon leur nature (particuliers, producteurs d'énergie renouvelable, etc.) et leur complexité (raccordement simple, raccordement avec extension de réseau, raccordement pour production d'énergie renouvelable, etc).

Évolution des délais :

Présenter l'évolution des délais moyens de raccordement sur plusieurs années, en comparant les résultats avec les objectifs de performance du TURPE7.

État d'avancement des projets de renforcement du réseau

- Progression des travaux de renforcement du réseau
- Retards ou problèmes rencontrés dans la réalisation des travaux de renforcement et les mesures prises pour les résoudre.

Prévisions pour l'année à venir

- Projection des demandes de raccordement et des capacités prévues pour l'année suivante, y compris les plans d'expansion ou de renforcement du réseau pour répondre à la demande future.

Données sur les demandes de raccordement non satisfaites :

- Nombre de demandes de raccordement qui n'ont pas pu être satisfaites (par exemple, en raison de la capacité insuffisante du réseau).

- Délai estimé pour la satisfaction de ces demandes ou informations sur les actions en cours pour résoudre ces situations (renforcement du réseau, révision des S3REnR, etc.).

Indicateurs de qualité du service

- Taux de raccordements réalisés dans les délais : Le pourcentage de raccordements réalisés dans le cadre des délais fixés par les objectifs de performance.

Suivi des projets prioritaires (S3REnR et zones de mutualisation)

- Progrès réalisés sur les projets prioritaires pour le raccordement des producteurs d'énergie renouvelable dans les zones de mutualisation ou les S3REnR.
- Délai de création des infrastructures de postes sources prioritaires et leur impact sur la capacité de raccordement pour les producteurs (capacité totale et capacité réservée).

Question 36 : Partagez-vous l'analyse préliminaire et les axes prioritaires identifiés par la CRE pour le développement des flexibilités au service des réseaux ?

NW partage avec Enedis le besoin de faciliter l'accès au réseau pour les flexibilités.

Aujourd'hui, le développement des flexibilités est limité par l'accès au réseau alors que l'ajout de ces solutions peuvent venir soutenir le réseau localement.

NW incite la CRE à

- Déployer à l'échelle de tout le territoire l'expérimentation envisagée, en renforçant la modulation de la tarification
- Adapter les modalités de calcul d'insertion des actifs de stockage sur le réseau de distribution pour faciliter le raccordement de flexibilité
- Encourager les gestionnaires de réseaux à industrialiser dès à présent les modalités et le rythme de certification
- Mettre en place des tarifs adaptés aux solutions de flexibilité, et cohérents avec les principes généraux d'établissement des tarifs.

Question 37 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à attribuer à Enedis 20 % des gains économiques permis par la flexibilité ?

NW est favorable à ce qu'une proportion importante (plus de 50%) des gains soient attribuée à Enedis.

Question 38 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à inciter Enedis à la mise en oeuvre du projet REFLEX ?

NW est favorable à cette orientation, NW insiste également sur l'importance de clarifier les modalités de raccordement des unités de stockage permettant de participer à REFLEX.

Question 42 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitative commune à Enedis et RTE portant sur l'exécution d'actions prioritaires communes ?

NW est favorable à cette mise en place.

Question 60 : Êtes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

NW est favorable au découpage du TURPE en différentes composantes.

L'énergie transitant sur le réseau a un impact sur son dimensionnement et les initiatives permettant d'envoyer un signal tarifaire en énergie aux utilisateurs restent pertinentes, mais il serait opportun de revoir la répartition envisagée pour le TURPE 7, qui reste toujours trop largement portée par la part énergie.

NW souligne que la tarification énergie hors période de pointe reste élevée et peu incitative au regard des attentes sur le contracyclique (entre 6 €/MWh et 37 €/MWh pour le TURPE 7 HTA).

Toute initiative visant à réduire ces coûts semble pertinente dans la mesure où une tarification à l'énergie, y compris aux heures sans contrainte sur le réseau, est difficilement compréhensible.

Question 61 : Êtes-vous favorable aux modalités de mise en œuvre proposées par Enedis et aux orientations proposées par la CRE concernant l'évolution du placement des heures creuses ?

Toute initiative permettant de refléter au mieux les contraintes du réseau, et d'adapter les signaux tarifaires en conséquence, doit être encouragée. Le découpage proposé dans la concertation en heures de pointe, heures pleines d'hiver, heures creuses d'hiver, heures pleines d'été et heures creuses d'été permet d'éviter des comportements non désirables et doit donc être maintenu.

NW soutient qu'un découpage plus fin permettrait d'envoyer des signaux tarifaires plus cohérents encore avec les besoins du système et du réseau. D'autres saisons pourraient ainsi être introduites (en lieu et place de la distinction été / hiver), et une granularité plus fine au sein de la journée pourrait être envisagée.

A titre d'exemple, un unique signal « été » allant d'avril à octobre permet difficilement de prendre en compte des contraintes d'ensoleillement communes sur cette période, l'ensoleillement en octobre étant de 40% inférieur à celui observé en juillet.

NW est favorable à toute mesure permettant de concentrer la part « part énergie » du TURPE sur un nombre limité d'heures dans l'année.

A ce titre, la tarification d'une part énergie sur des heures où le réseau n'est pas contraint ne paraît pas justifiée et a un effet désincitatif sur le fonctionnement du système.

L'augmentation du nombre d'heures creuses peut permettre d'augmenter le nombre de créneaux à tarification énergie moins onéreuse, NW y est donc favorable.

NW n'identifie pas de difficultés opérationnelles liées à la modification du régime d'heures creuses clients envisagé par la CRE.

Question 62 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE pour la différenciation locale des régimes d'heures creuses en HTA ?

NW est favorable à la distinction du placement des plages temporelles en fonction de la localisation en HTA car elle permet de mieux refléter la réalité des coûts des gestionnaires de réseau, et d'améliorer la qualité des services qu'une installation peut rendre au réseau.

NW n'identifie pas de difficultés opérationnelles à la mise en œuvre de cette modification dans ses outils de gestion du parc.

Question 68 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un tarif optionnel injection-soutirage accessible de manière transitoire aux installations de stockage raccordées au réseau HTA au sein des zones pour lesquelles l'apparition de contraintes locales de réseau est particulièrement prévisible ?

Oui, NW est pleinement favorable à l'introduction d'une tarification spécifique pour les capacités de stockage. Cette tarification est pertinente au regard (i) de la réalité des coûts supportés par les gestionnaires de réseaux, (ii) des services rendus par les batteries au réseau et (iii) du caractère contra cyclique des installations de stockage.

NW n'est pas favorable à ce que la CRE limite les zones où ce tarif est applicable pour le TURPE 7. NW propose d'appliquer ce tarif sur 20% des poches du territoire, afin qu'une plus grande partie des actifs de stockage soit concernée. NW recommande d'étendre ce tarif chaque année du TURPE 7 à dix nouveaux pourcentages des poches. Cela permettra une plus grande participation des acteurs à ce tarif et donc un meilleur retour d'expérience.

NW propose que la CRE effectue un retour sur expérience avant la fin du TURPE 7 en vue de pouvoir le cas échéant l'implémenter de façon pérenne dans le cadre de la construction du TURPE 8.

NW tient à souligner qu'une tarification spécifique existe déjà pour les batteries raccordées en HTB qui bénéficient d'un abattement de TURPE. NW considère que cet abattement en ce qu'il ne peut bénéficier qu'aux seuls actifs raccordés en HTB, crée de fait une distorsion de concurrence entre des acteurs de stockage se positionnant sur des services similaires pour le réseau et le système électriques. NW souligne l'importance de résorber cette distinction de concurrence dans le cadre approprié, et appelle la CRE à soutenir cette initiative.

Question 69 : Êtes-vous d'accord avec les critères envisagés par la CRE pour définir les zones dans lesquelles une installation de stockage pourrait souscrire au tarif injection-soutirage ?

Les ouvrages de stockage raccordés en HTB peuvent bénéficier d'un abattement de TURPE en application des articles L.341-2 et D.341-9 du code de l'énergie (critère de consommation supérieur à 10GWh par an, soit 1,5 cycle par jour pour une batterie de 15 MW). NW rappelle que les services rendus au système par une installation de stockage, qu'elle soit raccordée en HTB ou en HTA sont strictement équivalents, puisque ces installations se valorisent sur les mêmes marchés.

Etant donné que les batteries raccordées en HTB bénéficient déjà d'une exonération du TURPE, NW n'est pas favorable à l'extension de l'option stockage aux niveaux de tension HTB. Eu égard (i) aux niveaux de réduction de TURPE affichés dans la concertation (33% de réduction au maximum pour la HTA contre 50% d'exonération pour la HTB), et (ii) au niveau de TURPE hors abattement déjà largement favorable aux batteries HTB, il serait incompréhensible et contraire aux principes de saine concurrence d'introduire cette option pour les batteries HTB.

NW est donc favorable, pour rétablir un équilibre dans le traitement des actifs de stockage, à ce que la composante d'injection-soutirage soit envisagée sur le seul niveau de tension HTA, mais non pour la HTB.

Question 70 : Êtes-vous d'accord avec les règles envisagées par la CRE pour placer les heures de pointe du tarif injection-soutirage ?

NW n'est pas favorable au placement des heures de pointe du tarif en zone d'injection. NW propose de mettre en place des plages de 2h de pointe par jour à l'image des poches de soutirage.

NW est favorable à la proposition pour les poches de soutirage.

Question 71 : Êtes-vous d'accord avec les critères d'éligibilité envisagés par la CRE pour le tarif injection-soutirage ?

L'option stockage doit viser des installations de stockage « standalone » dans la mesure où les projets hybrides n'apportent pas les mêmes services au réseau vis-à-vis des contraintes de congestion locales. Ces projets utilisent justement le stockage pour optimiser le coût de leur raccordement, mais ne peuvent être considérés comme des stockeurs du point de vue du réseau. Par ailleurs les projets hybrides bénéficient déjà d'une composante de soutirage relativement faible. NW est donc favorable au critère d'éligibilité introduit par la CRE visant à limiter le tarif stockage aux installations présentant un ratio énergie injecté/soutiré suffisant.

La CRE propose par ailleurs dans sa concertation de ne pas étendre le tarif stockage aux ZNI, en précisant que, dans ces zones, les installations sont directement pilotées par les gestionnaires de réseaux. A ce titre, le cas des ZNI doit clairement être différencié de celui de la métropole, puisque les stockeurs n'ont pas besoin de « signal tarifaire » ces derniers ne pilotant pas leurs installations. En revanche, si la prise en compte des bénéfices apportés par la résolution de congestions locales est bien

intégrée à la méthodologie CRE d'instruction des projets, force est de constater que jusqu'à présent, pour les GRD cette composante n'est restée que très théorique et non prise en compte. Le TURPE apparaît comment un véhicule pertinent pour prendre en compte les congestions en métropole, et les ZNI risquent de prendre du retard sur cet aspect, avec des enjeux pourtant tout aussi importants sur ces territoires très congestionnés. NW est donc favorable au critère d'éligibilité introduit par la CRE visant à exclure les installations des ZNI de l'option stockage, mais tient à souligner qu'une incitation, portée par un autre véhicule que le TURPE, doit être envisagée pour soutenir les ZNI dans la gestion des congestions locales.

Question 72 : Êtes-vous favorable aux grilles tarifaires de la composante injection-soutirage et aux modalités de mise en œuvre ?

NW a la même position sur les grilles tarifaires que la dernière consultation. NW souhaite que la CRE augmente l'incitation pour les stockeurs à aller dans le sens de l'optimisation du fonctionnement du réseau, et de la maîtrise des coûts associée.

Pour les poches de soutirage, l'incitation présentée est supérieure à celle de janvier dernier. NW observe cependant que l'ensemble des coefficients en soutirage et pas seulement celui de la pointe ont augmentés.

En effet une incitation de 49 €/MWh à la pointe du soir serait directement amoindrie par le paiement de 44 €/MWh (et des pertes par rendement) pour approvisionner cette pointe.

Cette incitation n'apparaît pas suffisante pour conduire une installation de stockage à modifier son comportement dans le sens d'une minimisation des coûts du réseau. Si les orientations prises par la CRE sont tout à fait encourageantes, NW plaide cependant pour une révision des niveaux d'incitations, condition indispensable pour obtenir une réelle modification du comportement des acteurs. Une augmentation de l'incitation à l'injection pourrait tout à fait être associée à une augmentation du coût du soutirage sur ces mêmes heures.

Pour les poches d'injection, il est pertinent de pénaliser un acteur qui injecterait au moment de la pointe, c'est d'ailleurs le sens même de l'option stockage. Il n'est néanmoins pas acceptable qu'un opérateur de stockage ait à payer tout au long de l'année des frais d'injection (environ 5 €/MWh).

Il est compréhensible que l'injection d'une batterie perturbe localement le réseau tout au long de l'année au moment de son injection. Ce comportement est néanmoins le même pour tous les actifs d'injection dans des poches d'injection. Il n'est donc pas acceptable d'introduire une tarification à l'injection en base, ciblée exclusivement vers les seuls actifs de stockage. NW n'est donc pas favorable à l'inclusion d'une composante positive à l'injection sur les heures HPH, HCH, HPE et HCE pour le stockage en poche d'injection.

De plus, l'incitation à soutirer a été diminuée par rapport à la dernière consultation, alors que NW avait relevé le besoin d'envoyer des signaux plus incitatifs.

NW n'est pas favorable à la mise en place d'une grille tarifaire injection-soutirage pour le stockage HTB. Etant donné que les batteries raccordées en HTB bénéficient déjà d'une exonération du TURPE, NW n'est pas favorable à l'extension de l'option stockage aux niveaux de tension HTB. Eu égard (i) aux niveaux de réduction de TURPE affichés dans la concertation (33% de réduction au maximum pour la HTA contre 50% d'exonération pour la HTB), et (ii) au niveau de TURPE hors abattement déjà largement favorable aux batteries HTB, il serait incompréhensible et contraire aux principes de saine concurrence d'introduire cette option pour les batteries HTB.